

C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs **L'Évaluation d'un programme de prévention géré par le milieu**

Céline Mercier

Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, Montréal

RÉSUMÉ

«C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs» est un programme de prévention, d'information et d'animation sur la consommation d'alcool et de tranquillisants par les femmes. Ce programme, produit par la Direction de la Promotion de la santé, existe en français et en anglais. Il a été évalué un an après qu'il eût été distribué au Québec dans 144 points de dépôt.¹

L'évaluation de l'implantation du programme a permis d'observer des variations importantes dans l'utilisation, suivant l'endroit où il était déposé. Le contexte représente un facteur déterminant quant à la fréquence d'utilisation et aux effets produits.

Dans le cas des programmes novateurs et gérés par le milieu, l'évaluation concourt au suivi du programme, en particulier en ce qui concerne sa diffusion, les besoins de formation et de promotion et les effets produits (attendus et inattendus).

ABSTRACT

"Its just your nerves" a prevention program based on information-sharing regarding women's use of minor tranquilizers and alcohol, is sponsored by Health and Welfare Canada. It is available both in English and in French («C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs»). This latter version has been distributed to 144 agencies throughout Quebec and was subsequently evaluated a year later.

A survey on utilisation patterns aimed at assessing implementation showed that the program was differently used (from extended use to no use) from one site to another and from one region to another. Context was determinant in explaining variations in use.

An impact evaluation confirmed the quality and appropriateness of the program, in particular when it is used within the context of a long term program and extended by follow-up activities.

From this research, it appears that evaluation of the implementation can be helpful to monitor the development of innovative and milieu-based programs, specially with regard to diffusion and promotion, training and monitoring of expected and unexpected results.

Description du programme

«C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs» est un programme de prévention, d'information et d'animation sur la consommation d'alcool et de tranquillisants mineurs par les femmes. Ce programme, produit par la Direction de la Promotion de la santé de Santé et Bien-Être social Canada, existe en français et en anglais (It's just your nerves). Il a été introduit au Québec à l'automne '81 et évalué au cours de l'année suivante.

¹ Cette évaluation a été réalisée sous contrat de la Direction de la Promotion de la santé.

Ce programme a pour objectifs: 1) de diffuser de l'information sur les tranquillisants mineurs et l'alcool et d'explorer le rôle des psychotropes dans la vie des femmes; 2) de susciter la réflexion et la discussion sur les attitudes sociales et les stéréotypes touchant la femme toxicomane; 3) de provoquer des changements de comportement face à la consommation et aux femmes consommatrices, et 4) d'encourager le développement de réponses collectives au problème.

«C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs» n'insiste pas tant sur la responsabilité individuelle des femmes aux prises avec la dépendance que sur le contexte social qui les y conduit. Ce travail de sensibilisation s'appuie sur la diffusion de connaissances et l'interaction de groupe. Le support matériel du programme a été conçu de façon à allier des données factuelles avec les expériences des participantes. L'élément central en est un tableau d'animation dont les vingt affiches couvrent six thèmes: information générale; tranquillisants mineurs; alcool; polytoxicomanie; drogues et grossesse; perspectives de solution. A ce tableau de conférence, s'ajoute un manuel-guide qui inclut une série de témoignages, des documents de recherche, des directives pour l'animation et un index des thèmes traités. Le vidéo «Juste pour me calmer» a été produit par Vidéo-Femmes pour accompagner l'«ensemble-ressource».

La présentation matérielle de l'ensemble lui confère une grande flexibilité. Pour organiser une session, l'animatrice a le choix du médium (vidéo, affiches, photocopies); du contenu et du format (session unique ou programme de plusieurs rencontres).

Grâce à cette flexibilité dans la présentation et le contenu, l'ensemble s'adapte aux contextes les plus variés, peut rejoindre les auditoires les plus variés. En ce sens, il s'adresse à toutes les femmes en même temps qu'il peut être utilisé par toutes les femmes. En principe, l'utilisation de l'ensemble ne requiert ni connaissances préalables, ni formation spécifique. Une section du manuel-guide contient toutes les indications nécessaires pour la préparation et l'animation d'une session.

Le matériel du programme demeure la propriété du ministère. L'ensemble-ressource est déposé auprès d'organismes gouvernementaux, paragouvernementaux et de groupes de femmes. Il est distribué suivant le principe de la répartition géographique et non de façon proportionnelle à la densité de la population. Chaque région du Québec a reçu un nombre sensiblement égal d'ensembles-ressources. Le choix des points de dépôt est effectué de façon à couvrir une région et à répartir également les ensembles entre les groupes de femmes et les organismes gouvernementaux et paragouvernementaux.

Les «points de dépôt» s'engagent à prêter ce matériel aux groupes qui en font la demande. Ils doivent aussi jouer le rôle d'agents multiplicateurs dans leur milieu à travers des activités telles la promotion de l'ensemble, l'organisation de sessions, la formation d'animatrices, le soutien aux utilisatrices.

Procédure d'évaluation

Le problème particulier posé à l'évaluation par le programme «C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs» est celui de sa polyvalence. Il est reconnu

au départ qu'il doit pouvoir atteindre des publics variés, dans des circonstances diverses et à des fins multiples: information et sensibilisation, modification des attitudes et des comportements, incitation à l'action collective.

Un programme de ce type se prête mal à une évaluation de type classique. Il semble peu réaliste d'envisager une démarche quasi-expérimentale lorsque les objectifs sont multiples, que les effets sont difficilement directement observables ou mesurables, que la population-cible est minimalement définie et que les situations d'intervention sont variables à l'infini. Pour ce type de programme «à large spectre» (*broad-aim program*), le schéma classique de l'évaluation peut s'avérer non seulement inapplicable, mais aussi inadéquat:

La difficulté sous-jacente au développement de critères d'évaluation des programmes à large spectre ne tient pas à ce que les objectifs ne soient pas formulés mais à ce qu'ils le soient de façon très large et que chacune de leur spécification possible soit considérée comme souhaitable par les administrateurs du programme. L'évaluation du succès d'un programme à large spectre à partir de critères définis de façon étroite n'est pas que difficile; elle trahit aussi les buts réels de ces programmes. (Weiss et Rein, 1972, p. 237, traduction libre)

Par contre, le programme est fort explicite pour ce qui est du contenu, des stratégies d'implantation et de diffusion, des modalités d'utilisation. Au plan de la démarche, il se réclame d'un modèle d'intervention basé sur les groupes d'entraide et les réseaux naturels. Au plan du contenu, il s'inspire d'une analyse féministe des réalités personnelles et sociales. Enfin, des activités ont été jugées nécessaires à l'atteinte des objectifs.

En définitive, le programme relève d'une «théorie de l'action» qui peut être opérationnalisée et évaluée en termes de son implantation et des effets produits.

Méthodologie

Pour l'évaluation de l'implantation, la procédure la plus immédiate consiste à vérifier si les activités prévues au programme et dont on a postulé théoriquement qu'elles devaient produire les effets attendus sont effectivement réalisées. Cette opération revient à comparer l'idéal, le projet, avec sa mise en oeuvre (Morris et Fitz—Gibbon, 1978). Elle permet non seulement de confirmer l'existence du programme, mais aussi d'observer comment il s'est adapté aux conditions locales, quelle est sa dynamique actuelle et comment on a composé avec les marges d'incertitude, les questions non prévues dans le plan original (Patton, 1978).

Patton identifie trois types d'évaluation de l'implantation:

- l'évaluation des *efforts*, soit la quantité et la qualité des activités;
- l'évaluation du *processus*, laquelle s'intéresse aux forces et aux faiblesses du programme et cherche à expliquer ses succès et ses échecs;
- la *spécification des interventions* en regard des effets produits. Sur un plan tout à fait opérationnel, il s'agit ici de pouvoir établir des relations de cau-

salité et de prédire les effets. Dans le cas des programmes novateurs, l'enjeu est de pouvoir identifier ce qui produit (ou devrait produire) la différence par rapport aux approches habituelles.

L'évaluation des *efforts* a été réalisée à partir d'un sondage auprès des 144 organismes dépositaires du programme (taux de réponses de 80%). Le questionnaire porte sur le nombre de prêts et d'utilisations directes, la description des sessions réalisées et les suites connues, les usages autres que les sessions, les activités de formation et de promotion. Il comprend aussi des questions ouvertes sur les conditions d'utilisation et l'appréciation de l'expérience d'utilisation de l'ensemble.

L'analyse de la documentation relative au programme et des entrevues avec six informateurs-clés (conceptrices et responsables de la mise en marché) ont permis d'évaluer le *processus* d'implantation en regard du projet initial.

Pour *spécifier des interventions* en regard des effets produits, des entrevues semi-dirigées ont été réalisées auprès de trente-cinq animatrices, six emprunteuses et vingt-trois participantes. Bien que l'échantillonnage soit non-probabiliste, on a tenu à assurer: a) une représentation des types d'organisme proportionnelle à la répartition des points de dépôt; b) une représentation régionale proportionnelle à l'utilisation. Les personnes choisies l'ont été de façon à couvrir l'éventail le plus large possible de contextes d'utilisation: session unique ou multiple, type de participantes, d'animatrice, matériel utilisé.

Implantation du programme

La figure 1 rend compte du rationnel du programme. Pendant la phase I, la Direction de la Promotion de la santé doit produire le matériel, choisir les points de dépôt, distribuer le programme et assurer une formation à cette première génération de dépositaires. A la phase II, les points de dépôt ont la responsabilité de réaliser les activités jugées nécessaires pour l'atteinte des objectifs du programme.

Production du matériel et distribution

Le matériel produit répond bien aux attentes des conceptrices du programme. De même au pré-test, l'ensemble est bien accueilli et soulève beaucoup d'intérêt. Les réserves exprimées ont trait au niveau de langage, éventuellement trop intellectuel et à l'adaptation du matériel aux milieux populaires et ruraux. On remarque aussi que, si l'ensemble s'adresse à la population générale, le contenu lui, accorde beaucoup de place aux usages problématiques.

Les principes à la base de la distribution ont été respectés. Conformément aux prévisions, on retrouve dans chaque région entre 10 et 15 ensembles. La distribution respecte la disparité des densités de population: on retrouve l'ensemble dans les grandes villes, mais aussi dans de petites localités. Pour l'ensemble de la province, les groupes de femmes représentent 30% des dépositaires. Cette statistique ne reflète cependant pas la réalité régionale: dans sept régions, on trouve moins d'un tiers de groupes de femmes et dans trois autres, la moitié ou plus.

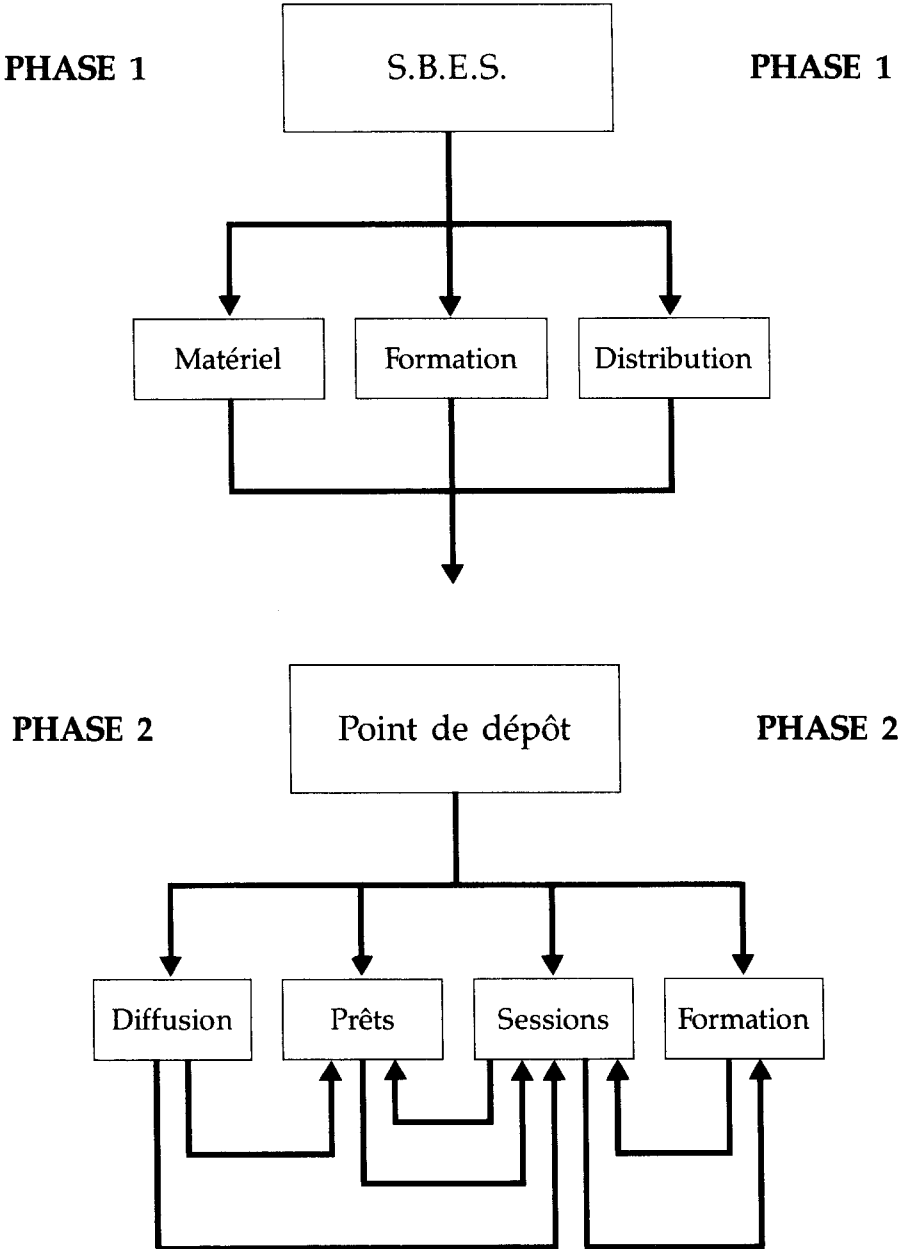


Figure 1. Rationnel du programme
"C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs"

La mise à jour de la liste des points de dépôt a révélé quelques failles. Parmi les 144 points de dépôt recensés, dix (6,9%) n'avaient pas en mains l'ensemble-ressource. A deux endroits, on ne connaissait plus l'existence du programme, suite au départ de la personne responsable. Huit points de dépôt, dont sept groupes de femmes, n'ont pu être rejoints.

Formation

Même si l'ensemble peut être utilisé avec la seule aide du manuel-guide, des activités de formation ont néanmoins été prévues au moment du lancement du programme. Des journées de formation ont été tenues dans chacune des régions à l'intention des dépositaires de l'ensemble-ressource. Cent soixante-dix personnes y ont participé. L'évaluation de ces sessions de formation a introduit des doutes quant à la facilité d'utilisation de l'ensemble. Le programme fait appel à des compétences en animation et à des connaissances spécifiques. La souplesse même du programme, l'emphase mise sur la démarche du groupe plutôt que sur l'expertise d'une professionnelle s'avèrent insécurisantes pour les personnes peu expérimentées. Les intervenantes professionnelles se sentent généralement mieux préparées à l'animation que les représentantes des groupes de femmes. Toutes les participantes se disent plus aptes à animer des sessions qu'à former d'autres animatrices. Dans une région, la formation reçue apparaît insuffisante à tous les niveaux. Certaines dépositaires doutent de leur disponibilité pour utiliser l'ensemble (2 régions) ou demandent le soutien d'une personne-ressource (4 régions).

En regard de la phase I, l'évaluation de l'implantation confirme la mise en oeuvre du programme dans les délais attendus. Cependant, les activités de distribution et de formation n'ont pas eu des effets uniformes. A l'aube de la phase II, le programme a éclaté en 144 sous-programmes où l'implantation est variable.

Prêt et sessions

Au cours de la première année du programme, le matériel a été emprunté 93 fois. Parmi ces prêts, 28 ont été effectués à partir de deux points de dépôt.

L'activité autour des sessions de groupe a été plus importante. Au moins 106 sessions d'animation ont été tenues à partir de l'ensemble. Pour vingt-deux des cinquante points de dépôt qui ont tenu des sessions d'animation, l'ensemble a été utilisé dans le cadre d'une programmation plus large et les sessions se sont inscrites à l'intérieur d'une série d'activités.

Les panneaux relatifs aux dimensions information générale et tranquillisants mineurs (modules A et B) sont les plus populaires. Ceux du module sur la grossesse et les drogues, et ceux du module sur les perspectives de solution sont rarement utilisés. Les témoignages sont peu utilisés lors des sessions, de même que les documents de recherche. Ces derniers sont cependant appréciés à titre de référence.

Les sessions d'animation ont permis de rejoindre au moins mille quatre cent cinq personnes, presque exclusivement des femmes, d'origine francophone. La participante-type a de trente ans à cinquante ans et elle est sans

travail rémunéré. La population actuellement rejointe par le programme ne correspond donc qu'à une fraction de la population-cible. Cent quarante et une participantes, soit 10%, (dont les deux tiers signalés par trois points de dépôt) ont manifesté de façon explicite avoir personnellement des problèmes de consommation d'alcool ou de tranquillisants.

Quatorze points de dépôt ont tenu des sessions de formation de formatrices. Sans trop de succès, car les personnes ainsi formées ne se sentent pas assez informées sur le sujet ou compétentes en animation pour oser faire des sessions à leur tour. Le principe de multiplication des animatrices apparaît, dans la plupart des cas, comme une démarche vouée à l'échec. Le projet est d'autant plus irréalisable que l'on s'adresse à des femmes sans expérience préalable en animation ou sans connaissances en toxicomanie, ou les deux.

L'utilisation de l'ensemble ne se limite pas aux sessions de groupe. Le matériel du programme a aussi servi lors de séance d'animation grand public. On y a eu recours en tant que document de référence et dans l'enseignement. En fait, 39,4% des usages dans les points de dépôt et 50% des emprunts concernent d'autres activités que les sessions (pour un total de soixante-neuf utilisations autres).

Les effets produits

Les effets rapportés par les animatrices et les participantes s'inscrivent dans les grandes lignes des objectifs fixés au programme.

Les effets les plus souvent rapportés on trait à l'*information* et à la sensibilisation, en accord avec l'utilisation plus fréquente des panneaux des modules A et B. Les données factuelles énoncées par le programme ont beaucoup d'impact chez les participantes qui, pour la plupart, ne pensaient pas que la consommation de tranquillisants mineurs pouvait mener à la toxicomanie.

Les effets liés aux changements d'*attitudes* sont moins évidents. Dans les entrevues, avec les participantes et les animatrices, la stigmatisation sociale de la femme alcoolique apparaît comme un préjugé résistant, dont les effets se font sentir même sur le programme. On fait état de discussions orageuses à propos du manque de volonté de l'alcoolique pour modifier ses habitudes de consommation. Certaines participantes manifestent une vigilance excessive devant toute consommation et une attitude légèrement condescendante pour celles qui vivent des problèmes d'abus de psychotropes. On n'ose pas annoncer de sessions sur l'alcoolisme féminin, ce qui ferait fuir la clientèle. Certains groupes de femmes craignent même que la présence de femmes alcooliques dans leurs rangs nuise à leur implantation dans le milieu et à leur image. Comme on le voit, les préjugés face aux femmes alcooliques tiennent bon et la dépendance continue à être perçue comme une faiblesse. La dimension personnelle l'emporte, contrairement à l'objectif du programme qui proposait d'insister moins sur la responsabilité individuelle que de dénoncer un contexte social aliénant pour les femmes.

Les nouveaux *comportements* attribués au programme sont des réactions plus adéquates en consultation médicale, la diminution ou l'arrêt de la consommation et l'engagement dans de nouvelles activités. Ces comportements

ont été rapportés à la fois par des animatrices et des participantes aux sessions. Dans tous les cas observés, ils ont été ou sont encore encouragés par le soutien d'un groupe ou des activités de suivi.

Par ailleurs, nulle part le programme n'a suscité d'*action collective*. Pourtant, il visait à promouvoir la prise en charge par la communauté de l'action sociale nécessaire pour épauler et encourager les changements. Cette absence d'emprise sur le milieu vient limiter les effets du programme. Même si les femmes changent, la mentalité du milieu (médecins et autres intervenants) n'évolue guère et les ressources en réadaptation—officielles ou alternatives—demeurent peu nombreuses ou inadéquates. A la limite, certaines animatrices se refusent à utiliser le programme, faute de moyens pour assurer un suivi aux sessions.

Le programme a connu des suites. A quatre endroits, on a organisé des groupes de rencontre. Ailleurs, des femmes ont organisé des cours de yoga ou de relaxation, ont procédé à l'évaluation des médecins de leur localité, ont constitué une banque des ressources communautaires ou ont monté une chaîne téléphonique.

La participation aux sessions a aussi apporté des bénéfices indirects—non prévus dans les objectifs—à certaines participantes. Indépendamment du thème des sessions, la participation au programme a été pour certaines femmes l'occasion de rompre avec leur solitude, de nouer des amitiés, de faire un premier pas hors de la maison et de prendre contact avec les groupes de femmes ou les services de première ligne.

Le programme a connu quelques effets non-désirés, suite à des messages mal assimilés. Certaine a conclu qu'il existait de bons et de mauvais tranquillisants et que les siens appartenaient à la catégorie des «bons». Une autre a cru qu'elle pouvait arrêter sur-le-champ de consommer et a présenté des symptômes de sevrage. Une dernière enfin a cessé de prendre les médicaments prescrits, même s'il ne s'agissait pas de médicaments du système nerveux central.

Du projet à sa réalisation

Le grand mérite de l'évaluation de l'implantation est de vérifier si le programme à évaluer existe réellement et dans les formes prévues, avant de tenter d'en mesurer les effets. Son second avantage est de décrire les conditions dans lesquelles les effets sont produits. D'où la possibilité de soumettre des propositions précises pour la poursuite ou la généralisation du programme. Enfin, ce type d'évaluation permet de tester la théorie de l'action sous-jacente aux interventions et d'en apprécier la pertinence.

Les conclusions à tirer de cette évaluation de l'implantation sont de différents niveaux. Si on reprend les distinctions de Patton, on doit considérer que les *efforts* ont été très variables suivant les points de dépôt, certains ayant été beaucoup plus actifs que d'autres.

Le fait saillant de cette évaluation est la variation de l'utilisation d'une région à l'autre et d'un point de dépôt à l'autre. A la limite, dans certains points de dépôt, le programme n'existe pas, soit que le matériel manque, soit qu'il n'ait pas été utilisé.

Aux fins de l'enquête, on a défini comme point de dépôt «actif» celui où, durant la dernière année, au moins une des activités suivantes avait eu cours: prêt, session, formation de formatrices. Suivant cette définition, 43% des points de dépôt aurait été actifs en 1982 et 36,8% inactifs (Inconnu: 20,1%). Or, la variable région affecte de façon sensible l'utilisation de l'ensemble-ressource. Dans les régions de la Montérégie, de Trois-Rivières et du Montréal-Métropolitain, les pourcentages de points de dépôt actifs sont respectivement de 69%, 64% et 62%. Par contre dans les régions du Saguenay-Lac St-Jean et de Québec, ces mêmes pourcentages sont de 18% et 22%. Pour les autres régions, les pourcentages vont de 25% (Abitibi-Témiscamingue; Côte-Nord) à 54% (Laurentides-Lanaudière; autres régions: Outaouais, 43%; Gaspésie-Bas St-Laurent, 46,1%; Estrie, 50%).

L'enquête a permis d'identifier certains éléments du *processus*, des conditions qui ont fait la force du programme en certains points, sa faiblesse ailleurs. Parmi les raisons évoquées pour expliquer la sous-utilisation de la ressource, les plus fréquentes relèvent de la dépositaire elle-même: manque de temps, faible priorité dans la définition de sa tâche, formation insuffisante, départ de l'organisme. A l'inverse, l'utilisation de l'ensemble est nettement favorisée lorsque celui-ci s'intègre à une programmation en cours ou prévue ou s'inscrit dans une définition de tâche. Des relations suivies entre dépositaires et le dynamisme de personnes s'occupant activement du programme encouragent aussi son utilisation sur un territoire donné. Cette observation révèle la vulnérabilité actuelle du programme, en autant qu'il est tributaire de l'activité d'un organisme ou d'une personne.

En termes de *spécification des interventions en regard des effets produits*—le troisième niveau de Patton—l'évaluation qualitative a permis l'identification de conditions favorables à la production d'effets. A partir des entrevues réalisées avec des animatrices de sessions et des ex-participantes, il appert que les facteurs qui jouent le plus sur l'issue de l'intervention sont le cadre de la rencontre, le milieu d'appartenance des femmes et leur niveau d'implication personnelle face à la toxicomanie. A la série de sessions et aux ateliers qui favorisent l'échange et produisent un certain impact, s'oppose le «syndrome de la consommation de conférence» où la rétention de l'information est faible et l'exposition au programme trop limitée pour avoir vraiment des effets. On considère par ailleurs que les femmes qui ont déjà des préoccupations face à la santé mentale ou à la consommation de psychotropes sont celles qui semblent le mieux profiter des sessions.

Autonomie du programme et milieu

Suite aux résultats obtenus par l'évaluation de l'implantation du programme «C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs», il est possible d'interroger les postulats à la base d'un programme géré par le milieu. Ces postulats peuvent être énoncés comme suit: le programme est autonome sur le plan de la formation et de la diffusion; le modèle permet de multiplier les usages; le programme s'appuie sur les réseaux déjà présents dans le milieu.

Bien que le matériel ait été préparé de façon à ce que tout le monde puisse l'utiliser, dans les faits, les personnes hésitent à prendre en charge une ses-

sion. La faible utilisation de l'ensemble dans certains régions était déjà prévisible à partir du rapport d'évaluation de la formation. Si les dépositaires ne se sentaient pas elles-mêmes prêtes à utiliser l'ensemble, on ne s'étonnera pas qu'il n'ait point servi. Les fonctions de promotion ont été peu assumées par les points de dépôt et les rares sessions de formation de formatrices n'ont pas eu l'effet d'entraînement attendu.

On a aussi attribué la faible utilisation, et en particulier le petit nombre de prêts, au fait que le programme ne soit pas connu. On avait prévu que le programme circulerait à l'intérieur des réseaux naturels et professionnels. On croyait aussi que le suivi et le soutien à l'animation seraient assurés par le réseau des points de dépôt. Or, plus de la moitié des points de dépôt n'ont pas eu de contacts entre eux. Toutes les dépositaires de groupes de femmes bénévoles et toutes celles de certaines régions sont demeurées complètement isolées.

Le «réseau» n'a donc pas rempli les fonctions de diffusion et de soutien attendues de lui. On voit aussi que le programme n'est pas aussi «autonome» qu'on l'aurait voulu. Peut-être l'a-t-on construit sur une idée du réseau qui ne correspond pas à la réalité. Peut-être, aussi, un programme géré par le milieu ne peut-il faire l'économie d'une instance responsable de la promotion, de la formation et du suivi. Dans l'immédiat, on doit conclure qu'il est nécessaire d'intervenir pour revitaliser le programme en certains de ses points.

Il existe par contre des conditions sur lesquelles on ne peut intervenir. La vitalité plus ou moins grande du programme suivant les régions et les points de dépôt est aussi reliée à des facteurs de population. Le principe d'une distribution équivalente sur tout le territoire et de la multiplication des usages avec le temps rencontre des limites inhérentes aux caractéristiques du milieu.

La région de Montréal est la plus active suivant le critère du nombre moyen d'activités par point de dépôt. On ne s'en étonne pas si on considère le nombre d'emprunteuses potentielles pour chacun des points de dépôt de Montréal, comparé à ceux d'une municipalité de 1000 personnes. De même, si un point de dépôt de Montréal peut organiser une session avec plusieurs groupes différents, la même année, il n'en est pas de même dans un village. Ainsi, avec 29,1% des points de dépôt, les villes de plus de 50 000 personnes assurent 49,4% des prêts et 45,3% des sessions.

Pourtant, on ne peut conclure que l'ensemble est d'autant plus utilisé que le bassin de population du point de dépôt est important. Le fait que l'ensemble n'ait presque pas été utilisé dans la ville de Québec et sa banlieue proche et les succès enregistrés dans les localités de la région de Trois-Rivières montrent qu'un bassin de population important n'est pas un facteur suffisant pour assurer une forte utilisation.

Un autre facteur du milieu tient au niveau d'intérêt pour les thèmes du programme. La toxicomanie, comme la violence, ne sont guère populaires. Lorsqu'il y a possibilité de choix d'ateliers ou planification d'une programmation, ces thèmes sont peu courus. Des sessions d'animation ont dû être annulées ou ont été réalisées avec très peu de participantes.

Conclusion

Si l'on interroge la théorie de l'action sous-jacente à un programme de prévention géré par le milieu, l'expérience de «C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs» confirme le bien-fondé de certains postulats en même temps qu'elle expose les faiblesses du modèle.

Le niveau de satisfaction des participantes aux sessions, les effets observés, confirment la pertinence des interventions de groupe. L'enthousiasme avec lequel l'ensemble-ressource a été accueilli dans le milieu souligne l'intérêt pour des outils polyvalents et flexibles. Par contre, il est évident que la qualité reconnue de l'ensemble ne suffit pas à susciter son utilisation. Encore faut-il que la dépositaire ait du temps à lui consacrer, se sente compétente face au programme, que l'organisme qui l'emploie puisse, ou veuille, lui accorder une place dans ses priorités et qu'il existe dans le milieu un intérêt minimal pour le sujet. L'expérience acquise, suite à la première année du programme, rappelle aussi la nécessité de s'assurer que des concepts tels que ceux de «réseau» et de «prise en charge par l'utilisateur» correspondent à des réalités sur le terrain. Ce type de programme contribue à leur actualisation, mais on doit être prudent avant de postuler leur existence préalable.

S'il est géré par le milieu, il semble aussi qu'un tel programme ne puisse faire l'économie de ressources capables de coordonner les activités de régler des problèmes, d'entretenir l'intérêt et de stimuler les initiatives. Dans ces conditions, une démarche d'évaluation de l'implantation du programme constitue un instrument privilégié de sa gestion. Cette démarche permet de réduire l'incertitude quant au déroulement réel du programme et d'apprécier l'influence du milieu sur son fonctionnement. Ceci est d'autant plus crucial que c'est l'essence même d'un programme géré par le milieu que d'être sensible aux contextes géographiques et organisationnels et aux conjonctures sociales et économiques. A ce titre, l'évaluation du programme «C'est pas grave, c'est rien que vos nerfs» représente une histoire à succès. Suite à l'évaluation, des mesures ont été prises par le bureau régional de la Direction de la Promotion de la santé, mesures qui ont fait que le programme «semble» de plus en plus connu, apprécié et utilisé. Mais cela reste à évaluer!

Références

- Morris, L.L. and C.T. Fitz-Gibbon, 1978. "How to Measure Program Implementation." Beverly Hills: Sage Publications.
- Patton, M.Q. 1978. "Utilization—Focused Evaluation." Beverly Hills: Sage Publications
- Weiss, R.S. and M.R. Rein, 1972. "The evaluation of broad-aim programs: Difficulties in experimental design and an alternative." Pp. 236-249 in C.H. Weiss (ed.), *Evaluating Action Programs: Readings in Social Action and Education*. Boston: Allyn and Bacon Inc., 1977.